

Le MIRAMAP appelle au rassemblement contre les méga-bassines le 25 mars dans le Poitou

Les sécheresses progressent en France dans toutes les régions. Capturer de l'eau dans les nappes phréatiques pour remplir des méga-bassines est une aberration qui fragilise les écosystèmes, limite l'accès à la ressource en eau pour les habitants et condamne le développement de l'agriculture paysanne.

Ces méga-bassines sont destinées à répondre aux besoins de l'agro-industrie, qui souhaite pomper l'eau disponible en hiver pour irriguer en été, alors que les petites fermes devront quant à elles respecter les restrictions d'arrosage en période estivale. **Le MIRAMAP demande l'arrêt de la construction de méga-bassines et la mise en place d'instances démocratiques pour la protection et le partage de la ressource en eau.** Le mouvement des AMAP se joindra avec une centaine d'autres organisations au rassemblement '*Pas une bassine de plus !*' le 25 mars dans le Poitou.

Avec l'accélération du réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, le creusement des inégalités sociales, **nous ne pouvons plus laisser l'agro-industrie détruire les sols, les cycles de l'eau et faire disparaître les petites fermes alentour.** L'accaparement de l'eau par une minorité d'irrigants est non seulement une injustice, elle est aussi une fuite en avant et une solution profondément court-termiste face aux changements irréversibles qui nous attendent. Il faut dès maintenant des solutions de long terme pour préserver l'habitabilité future de la planète.

L'agro-écologie peut nourrir le monde. L'agriculture industrielle n'a pas de légitimité supérieure à décider de la répartition de l'eau sous le prétexte mensonger de « *nourrir la planète* ». **L'eau est un bien commun, en quantité limitée.** Sa préservation et son partage doivent être décidés dans des instances démocratiques locales où siègent tous les usagers, dont les consommateurs et la profession agricole. Partout, il faut anticiper sa raréfaction, fixer des priorités locales et adapter rapidement les systèmes de production. **L'argent public doit servir à accompagner toutes les fermes vers l'agro-écologie :** irrigation économe, agroforesterie, sols vivants stockant l'eau, évolution des assolements, recours au paillage, espèces et variétés non-OGM adaptées à la sécheresse...

Les AMAP ont été précurseuses d'une société qui s'engage à soutenir l'agriculture paysanne. Depuis 20 ans, elles ont montré la volonté de collectifs locaux à œuvrer pour un revenu juste des paysan·nes et pour une production d'aliments sains, en vente directe prépayée. A l'heure de si graves changements climatiques, nous voulons plus que jamais que les systèmes agricoles et alimentaires relèvent de choix sociétaux. **Nous demandons que l'Etat utilise l'argent public à des projets d'avenir, bénéfiques à l'ensemble de la population pour garantir une alimentation bio, locale, respectueuse du vivant et accessible à toutes et tous.**

Nous produisons, nous mangeons, nous décidons des usages et de la répartition de l'eau pour la résilience alimentaire de nos territoires ! Mangeur·ses, paysan·nes en AMAP ou non, impliquons-nous dans les instances territoriales de décisions. Venons nombreux·ses le 25 mars dans le Poitou aux côtés de la Confédération paysanne, de Bassine Non Merci et des Soulèvements de la Terre.

Plus de détails sur : miramap.org

Contact presse : maud.gilibert@miramap.org – 06 59 14 33 22